

**Emission de la deuxième chaîne de
télévision**

(2M international)

"L'homme en question"

L'invité du jour

Monsieur Omar Hadrami

ex-membre fondateur du

"front polisario"

(26 Septembre 1991)

M. Omar HADRAMI a été l'invité de l'émission "l'homme en question" diffusée en direct le jeudi 26 Septembre 1991 par la deuxième chaîne de télévision "2M international".

Les débats animés par Mlle Fatima Loukili s'étaient déroulés avec la participation de maître Khalid Naciri, professeur à la faculté de droit et avocat, Mr. Kacem Guennouni, rédacteur en chef du journal "Assahara Al Maghribia" et Mr. Ahmed Salem Allatfi, professeur et ex-membre du Front de Libération et de l'Unité constitué en 1974, par un groupe de jeunes Sahraouis.

A la première question de Fatima Loukili sur le véritable nom de Monsieur Omar Hadrami, ce dernier a indiqué que les parents lui ont donné à sa naissance le nom de Mohamed Ali Al Admi .

Présentant ensuite l'invité aux téléspectateurs, Fatima Loukili a rappelé que Monsieur Omar Hadrami, né en 1949 dans la région de Saquiat Al-Hamra a fait ses études à Bouzakar n puis à Agadir où il a obtenu son baccalauréat en 1969 avant de se rendre à Rabat pour poursuivre ses études universitaires qu'il a achevées en 1972.

A la question de savoir comment il a accueilli la conclusion du traité par lequel la ville de Sidi Ifni a été retrocédée au Maroc en 1969 et le soulèvement contre l'occupant espagnol mené par Mohamed Labsir le 17 Juin 1970, M. Hadrami

a rappelé à cet égard le début du déclenchement de la résistance dans les années cinquante et la mobilisation générale pour chasser l'occupant. A cette époque, a-t-il ajouté, les jeunes ont commencé à rejoindre les rangs de l'armée de libération dans un esprit d'enthousiasme en vue de chasser les envahisseurs. L'aviation des forces coloniales, a-t-il poursuivi, effectuait des raids sur les combattants de l'Armée de Libération qui, la nuit tombante, traversaient la région à dos de chameaux pour s'approvisionner en eau. La population utilisait divers moyens de diversion pour éviter les bombardements aériens, a-t-il encore indiqué. Ces bombardements continus, ont contraint des dizaines de milliers de citoyens dont lui-même à émigrer massivement vers les provinces marocaines du Nord où les autorités marocaines leur ont assuré les conditions de vie décente (généralisation et gratuité de l'enseignement) ce qui a permis à leurs fils d'accéder aux écoles et d'obtenir des diplômes.

L'animatrice de cette émission a fait remarquer que la période évoquée par M. Omar Hadrami a été marquée par deux événements saillants dans l'histoire de la lutte du Maroc pour le recouvrement de son indépendance à savoir la poursuite de l'action de l'Armée de Libération menée du Nord vers le Sud et l'allégeance à Mhamid Lghizlane des chioukhs des tribus sahraouies à feu Sa Majesté Mohammed V.

Intervenant sur ce point, M. Hadrami a indiqué que la période en question était en effet riche en événements au Sahara rappelant à ce propos que l'exil du père de la nation en

1953 avait coïncidé avec l'aid al Adha et que les habi-

tants du Sahara, à l'instar des autres membres de la communauté marocaine avaient ressenti une profonde inquiétude refusant de célébrer cette fête religieuse et de traiter avec les milieux colonialistes en signe de protestation contre l'exil de feu Sa Majesté Mohammed V.

Ce sentiment patriotique s'est ravivé lorsque le Maroc a accédé à l'indépendance, a indiqué M. Hadrami rappelant que les citoyens de Laâyoune et de Dakhla avaient organisé d'importantes manifestations contre la présence espagnole durant lesquelles ils ont brandi les drapeaux marocains défiant ainsi les officiers espagnols qui avaient dû finalement s'incliner devant la volonté inébranlable des citoyens marocains sahraouis. Dans ce même ordre d'idées, M. Hadrami a indiqué que "la question de l'Armée de Libération" a pris forme après la demande pressante formulée par les tribus sahraouies et leurs chefs qui s'étaient rendus à Mhamid Lghizlane pour renouveler leur allégeance au Sultan puis à Rabat et plus précisément à la forêt Maamoura où ils ont rencontré feu SM. Mohammed V. Cette délégation sahraouie, a-t-il précisé, comprenait notamment des chefs de tribus sahraouies à l'époque dont Lahbib ould Bilal évoqué dans les écrits de l'ambassadeur de France au Soudan qui avait aussi occupé les fonctions d'officier à Tindouf.

Les écrits du responsable français, a souligné M. Hadrami, illustrent parfaitement le rôle qu'ont joué les autorités coloniales pour séparer les provinces marocaines du Sud du reste du territoire national comme ils sont le témoignage vivant d'un officier français sur l'attachement des habitants de ces provinces à leur marocanité.

Retracant brièvement l'histoire du chef sahraoui Lahbib Ould Bilal, telle que rapportée par l'officier français, Hadrami a indiqué que Ould Bilal a toujours refusé de porter le burnous rouge, signe de fidélité à la France, considérant qu'il avait un devoir religieux à assumer c'est à dire l'allégeance au Sultan. Devant ce refus, les autorités coloniales ont procédé à l'arrestation du fils de Ould Bilal et l'ont pris en otage pour faire pression sur son père et l'amener à porter le burnous rouge, mais le père n'a pas obtempéré préférant se rendre dans les provinces du Nord et faire allégeance ainsi que ses tribus au Sultan Sidi Mohammed. Il était resté fidèle au serment d'allégeance jusqu'à sa mort à Guelmim, a ajouté M. Hadrami.

A la question de savoir quel impact ont exercé les opérations de l'Armée de Libération sur les jeunes de la région d'autant plus qu'ils étaient à l'époque des réfugiés, M. Hadrami a indiqué que ces jeunes revendiquent aujourd'hui le droit de participer au vote.

Comme on lui demandait si les citoyens à l'époque avaient une quelconque velleité sécessionniste, Hadrami a indiqué que malgré les vaines tentatives des forces coloniales exhortant les habitants à renier leur identité marocaine, ces derniers étaient bien déterminés à préserver leur identité et leur attachement au serment d'allégeance les liant au Sultan. A ce propos M. Hadrami a indiqué que les autorités coloniales ont proposé aux chioukhs sahraouis qu'ils ont emmenés à Paris l'établissement d'un Etat au Sahara s'étendant sur tous les territoires sahraouis et particulièrement le Sahara algérien pour s'assurer le contrôle des richesses minières, ce que les sahraouis ont rejeté catégoriquement prouvant par leur at-

tachement indéfectible à leur patrie, le Maroc.

M. Hadrami a indiqué par ailleurs que les camps de Tindouf regroupent un ramassis de mercenaires venant de pays n'ayant aucun rapport avec le Sahara marocain, des secessionnistes se nourrissant d'illusions et de chimères et des sequestrés emmenés de force.

A propos des motivations qui l'ont décidé à regagner le Maroc, M. Hadrami a indiqué que même lorsqu'il opérait dans les rangs du "polisario", il disait toujours : "nous devons prendre tout ce que nous offre le Maroc, car notre sort est lié au Maroc". Lorsque j'ai écouté le discours de Sa Majesté le Roi rappelant que la patrie est clémente et miséricordieuse, appel pathétique à tous ceux qui ont un sang marocain qui coule dans les veines, je n'ai pas hésité un seul instant et j'ai retourné dans mon pays.

A la question de savoir s'il regrettait sa contribution à la création d'un mouvement secessionniste, M. Hadrami a répondu par l'affirmative. La preuve est que je ne pouvais plus continuer à assumer la responsabilité d'entraîner les gens à la mort et d'inciter les familles à demeurer loin de leur patrie, a-t-il dit, ajoutant que sa façon de concevoir et d'analyser les événements avait changé.

Le Maroc, a poursuivi M. Hadrami, a été victime d'un complot tramé par deux puissances coloniales, la France et l'Espagne, qui avaient mobilisé leurs forces pour chasser l'Armée de Libération du Sahara marocain et menacé les ports marocains dont celui d'Agadir.

M. Hadrami a affirmé avoir été influencé, avec d'autres jeunes marocains par l'idéologie gauchiste qui existait alors au Maroc, et qu'en l'absence d'une unanimité et d'une cohésion dans les positions à l'intérieur du Maroc, ces jeunes se sont tournés vers la Libye qui a été le premier pays à les avoir dotés en armes.

Ces jeunes, devait-il relever, n'avaient pas saisi alors les priorités de la diplomatie marocaine. Leur objectif primordial était de chasser les espagnols du Sahara. Il se sont alors adressés à plusieurs responsables a dit M. Hadrami, pour leur demander de les doter d'armes. Fidèles à la tradition marocaine de règlement pacifique des différends internationaux, conformément aux Hautes Directives de Sa Majesté le Roi, ces responsables, dont Mr. Driss Basri, avaient répondu que lorsque le Maroc aura épuisé tous les moyens diplomatiques, tous les marocains se mobiliseront alors pour la libération du Sahara.

Au journaliste qui lui demandait si la position des autorités marocaines lors de la manifestation de Tan Tan en 1972 avait eu un effet négatif sur ces jeunes qui voulaient, par cette manifestation, attirer seulement l'attention sur la nécessité d'activer la libération des provinces sahariennes, et si la naissance de certains mouvements extrémistes de gauche au Maroc avait favorisé l'idée de sécession, M. Hadrami a répondu que tous ces éléments ont contribué effectivement à nourrir cette idée. D'autres facteurs y ont contribué également dont notamment la nature du conflit qui n'opposait pas seulement deux Etats comme ce fut le cas dans d'autres régions du Royaume (Ifni et Tarfaya), mais impliquait d'autres Etats (Algérie, Mauritanie, Espagne, Libye).

A propos de l'avenir des relations avec les pays de l'UMA compte-tenu du fait que certaines parties continuent d'apporter leur soutien à la sécession, M. Hadrami a expliqué que cette dernière est une création des puissances coloniales, et observe avec regret que certaines forces nationales régionales aient adopté les mêmes méthodes pour imposer les mêmes structures mais avec de nouveaux slogans. C'est ainsi que s'est produit le glissement vers la sécession, surtout, a-t-il dit, que le mouvement qui est né à Rabat ne s'est jamais réclamé de la sécession, mais au contraire avait toujours affirmé la marocanité du Sahara.

M. Hadrami a poursuivi que le soutien matériel et militaire apporté au mouvement a jeté celui-ci dans la voie de la sécession, relevant que c'était là une erreur fatale qui s'est traduite par la manipulation de ce groupe jusqu'à nos jours.

M. Hadrami a également abordé le soutien algérien au "polisario" qui a commencé en particulier en 1974, après l'accord intervenu entre le Maroc et la Mauritanie et l'émergence d'un nouvel axe algéro-espagnol. Face aux revendications insistantes du Maroc alors, l'Algérie a commencé à considérer l'Espagne comme le bouclier protecteur contre le Maroc, a dit M. Hadrami soulignant qu'il n'y avait plus de choix, puisque le mouvement était en place sur le territoire de pays voisins qui lui apportaient toute l'aide.

Sur l'éventualité du retour au Maroc de nouveaux membres, M. Hadrami a affirmé que la présence parmi les séquestrés d'enfants, de femmes et de vieillards a donné à penser à certains d'envisager le retour avec la mission de l'ONU

pour éviter toute mésaventure. De même que plusieurs responsables du "polisario" se considèrent liés par un devoir moral de retourner avec toutes les personnes qu'ils ont conduit aux camps de Tindouf, a-t-il assuré ajoutant que le retour se poursuit massivement grâce à la confiance que le Maroc a offert à ses fils par la parole et l'acte.

M. Hadrami a également souligné le rôle que l'Algérie a joué pour faire du "polisario" ce qu'il est aujourd'hui, soulignant que grâce à sa réputation dans la défense des mouvements de libération dans le monde, la diplomatie algérienne n'a pas trouvé de difficulté pour faire passer une cause fabriquée de toutes pièces. Il a, à ce propos, indiqué que la diplomatie algérienne était sur l'offensive, alors que la diplomatie marocaine défendait le droit aux côtés des partis politiques et de l'opinion publique marocaine.

M. Hadrami n'a pas manqué de rappler les majorités automatiques qui ont appuyé l'Algérie au sein des instances internationales uniquement en raison des affinités idéologiques, soulignant que les grandes puissances qui sont au fait de la réalité des choses n'ont jamais reconnu les sécessionnistes.

Il a, d'autre part, indiqué que l'unanimité nationale au Maroc a constitué l'obstacle le plus difficile qu'a eu à affronter le "polisario" et qui continue de lui fermer toutes les perspectives.

M. Hadrami a aussi souligné que les sahraouis n'ont à aucun moment, sous l'occupation espagnole, évoqué la sécession et qu'ils priaient Dieu, dans leur prière, "pour la gloire du

Sultan".

Concernant le référendum, M. Hadrami a indiqué que le Maroc veut confirmer la marocanité du Sahara devant les Nations du monde entier et que la consultation des habitants n'aura lieu que sous les conditions acceptées par la partie principale, à savoir le Maroc, de sorte que l'ONU assume uniquement son rôle de bons offices.

A la question de savoir quelles sont les garanties pour que le référendum soit en faveur du Maroc, M. Hadrami a indiqué que le rôle essentiel revient à tous les marocains et à ceux qui voteront, rappelant que les sahraouis qui fuyaient le colonialisme espagnol, se réfugiaient dans leur pays, le Maroc, et qu'il est, par conséquent, nécessaire de prendre en considération leur avis et de leur permettre de participer au référendum. Le Maroc a parfaitement le droit de présenter des listes supplémentaires des personnes habilitées à voter, a-t-il ajouté.

A propos du recensement espagnol de 1974, M. Hadrami a expliqué que c'était un recensement dirigé contre le Maroc, car la puissance coloniale a écarté tous les habitants connus pour leur allégeance au Maroc. Plus grave encore, l'Espagne a recensé des personnes de Mauritanie qui n'ont jamais foulé le territoire sahraoui ainsi que des chioukh qui n'ont pas de carte espagnole. "Est-t-il concevable qu'il y ait un cheikh en relation avec l'autorité espagnole sans avoir de carte ?", s'est-il interrogé. L'ancien responsable du "polisario" a révélé, à ce propos, avoir en sa possession un document des services de renseignement espagnols qui affirme la nécessité de recenser le plus grand nombre de Mauritaniens au détriment de ceux qui pourraient être favorables au Maroc.

dans le contexte du nouvel ordre international, M. Hadrami a observé que de nouvelles frontières voient le jour alors que d'autres disparaissent, mais dans le sens d'un retour à la situation initiale, citant en exemple l'unité allemande d'une part, et la situation explosive en Union Soviétique et en Yougoslavie , d'autre part.

Il a, à ce propos, expliqué que l'idée du respect des frontières héritées de la colonisation n'est plus à l'ordre du jour et que c'est dans ce sens que la marocanité du Sahara sera confirmée.

M. Hadrami a enfin indiqué que le rôle de ceux qui ont fui les camps de Tindouf sera de contribuer, comme tous les Marocains, au référendum, de participer à éclairer l'opinion publique mondiale et se tenir prêts à être les premiers à accueillir leurs frères qui regagnent la mère-patrie.